

comparer les deux documents devant les Canadiens. C'est ce qu'on doit pourtant faire.

Revenons aux causes de notre problème. J'ai entendu bien des discours à la Chambre aujourd'hui. Par contre, je n'ai pas entendu beaucoup de gens qui saisissent vraiment le problème ou qui seraient en mesure de l'expliquer à ceux qui comptent vraiment, soit aux contribuables.

Bien sûr, en 1945, nous avions beau jeu. L'Europe était en ruine. L'Asie aussi était en ruine, mais notre économie continuait de croître. Libres de toute concurrence, nous avons découvert la belle vie. En 1965, nous étions au milieu d'une grande expérience sociale à l'origine même des programmes sociaux qui sont actuellement menacés par le grave problème auquel nous sommes confrontés.

Nous avons autorisé le gouvernement à remplacer la famille. Nous l'avons autorisé à agir à la place des gens, en disant: «Le gouvernement va s'occuper de nous. Nous mènerons la belle vie. Nous n'aurons plus de problèmes.»

Par la suite, l'autre moitié du monde a rebâti son économie et a commencé à nous faire concurrence. Nous nous sommes alors retrouvés à court d'argent. Nous avons mis sur pied un système que nous n'avions plus les moyens de financer; il a donc fallu emprunter.

Nous avons toujours continué de contracter des emprunts. Naturellement, les députés savent où cela nous a menés. Nous traversons actuellement une crise. En 1984, nous avons dit: «Il faut changer de gouvernement.» Partout au pays, les gens affirmaient: «Il faut changer de gouvernement.» Sauf dans les circonscriptions à grande tradition libérale, les libéraux ont été littéralement anéantis.

On croyait alors que le gouvernement réglerait rapidement la dette de 289 milliards de dollars. En 1988, la dette avait atteint plus de 390 milliards de dollars, mais on nous a dit: «On a manqué de temps. La situation était pire que ce à quoi nous nous attendions, etc.» Cependant, nous ne croyions plus à ce genre d'analyse. Puis, est né notre parti.

• (1610)

En 1993, notre dette était de 489 milliards de dollars et les libéraux nous promettaient de mettre au point un plan. Et ils l'ont fait mais, entre le 25 octobre 1993 et la présentation du budget, ce mois-ci, la dette sera passée de 489 milliards à 550 milliards de dollars. Elle se sera alourdie de 61 milliards de dollars. C'est absolument inacceptable. Les Canadiens ne peuvent pas accepter cela. Ils exigent qu'on fasse quelque chose.

Il ne suffit pas de dire qu'on la laissera s'alourdir d'une certaine de milliards puis qu'on va s'organiser pour la contenir, à un moment donné. Ce n'est pas suffisant. Par conséquent, on a précipité la crise en question. Le dollar est un bon indicateur. Il valait 80c. américains il y a un an environ. Regardez où il en est aujourd'hui et comment il dégringole. Nous savons certes où en étaient alors les taux d'intérêt et où ils en sont maintenant. Ce ne sont là que des symptômes nous avertissant que nous ferions bien d'agir et cela, au plus tôt.

### Les crédits

Cette dette est certainement la plus grande menace à peser sur nos programmes sociaux et c'est pourquoi il nous faut nous en occuper. Il faut nous efforcer de convaincre le gouvernement de s'y attaquer.

Je me réjouis de voir que les propos ambigus que nous avons entendus aujourd'hui n'étaient pas proférés par le ministre des Finances ni par des membres du Comité des finances. Espérons qu'ils comprennent mieux la situation.

Nous allons perdre les pensions, l'assurance-chômage, les programmes sociaux et l'éducation. Toutes ces choses sont menacées, mais non pas à cause d'un parti ou parce que des députés adoptent la position dure. Ils ont appris cela il y a un an et ils n'ont pas cessé de le dire depuis. Nous allons perdre ces programmes à cause de la dette et du service de la dette. Qu'arrive-t-il ensuite?

Eh bien, ce sera l'intervention étrangère. Nous devrions en parler. Nous devrions examiner ce qui vient d'arriver au Mexique. Le Mexique a probablement perdu sa souveraineté pour une cinquantaine d'années. Le Canada veut-il perdre sa souveraineté? Veut-il abandonner son droit de regard sur l'eau? Il nous faut considérer toutes ces choses. Notre souveraineté est menacée par cette dette et par le déficit.

Que proposent nos bons collègues d'en face? Ma foi, ils ont lancé des ballons d'essai. Ils ont parlé de hausser le prix de l'essence de 1,5c. le litre. Cela devrait toucher tout le monde, y compris les familles pauvres qui ont du mal à joindre les deux bouts. Cela touchera tout le monde. C'est une proposition du Comité des finances.

Imposer les REER, ça c'est bon. Nous encourageons les gens à pourvoir à leurs besoins, et nous allons soudain imposer un régime qui leur permet de le faire. Imposer les régimes d'assurance-soins médicaux et d'assurance-soins dentaires. Imposer des surtaxes sur les revenus. Transformer la TPS en TVA. Allons-nous modifier cette taxe? Jusqu'où grimpera-t-elle? Beaucoup prédisent qu'elle passera à 12 p. 100, et peut-être plus probablement à 15 p. 100. Cette mesure frapperait tout le monde, seulement les riches dont on nous parle si souvent.

Que dire d'une taxe sur les hydrocarbures? Appelez-la comme vous voulez, je ne pense pas qu'on ait déjà renoncé à ce projet. Si l'on veut promouvoir l'unité dans ce pays, je pense qu'on ferait mieux de renoncer à cette taxe une fois pour toutes.

Quelles sont les solutions? Il doit bien y avoir une lueur au bout du tunnel. Il le faut. Le chauffeur de taxi dont nous avons parlé doit savoir qu'il existe une solution. Il ne peut pas simplement dire qu'il n'y a pas d'espoir, qu'il déteste les politiciens et la politique, qu'il n'en a rien à faire. Dans deux circonscriptions, seulement 30 p. 100 des électeurs ont voté. C'est une honte. Cela reflète bien l'exaspération des gens qui se disent que cela n'a plus d'importance, que les politiciens sont tous les mêmes, qu'ils ne s'occupent pas des vrais problèmes. Ce n'est pas de la gestion budgétaire. C'est tout simplement une absence de gestion.

Les marchés monétaires nous disent très clairement de mettre de l'ordre dans nos affaires budgétaires. Ils nous le disent par le truchement du cours du dollar et de la fluctuation des taux d'intérêt. Ils nous disent de réduire les dépenses, de ne pas